

Projet de construction d'un complexe de liquéfaction de gaz naturel à Saguenay

Mémoire présenté au BAPE par
Denise Campillo, Roxton Falls, QC
Le 29 octobre 2020

GNL Québec : un projet d'un autre âge

Bonjour monsieur le président, monsieur le commissaire, mesdames, messieurs qui nous écoutez.

Je m'appelle Denise Campillo, je vis dans un petit village de la Montérégie et je suis une citoyenne engagée dans la protection de l'environnement depuis longtemps. J'ai notamment milité et écrit au sujet du gaz de schiste au Québec, d'Énergie Est et de divers aspects de l'exploitation des hydrocarbures fossiles et de la crise climatique. Malgré la décourageante impression de retourner toujours à la case départ, je souhaite aujourd'hui présenter mes réflexions sur le projet Énergie Saguenay de GNL Québec.

GNL et GAZODUQ

Avant tout se pose **la question du mandat** de cette commission. Le dossier d'Énergie Saguenay devrait être étudié en même temps que celui du GAZODUQ qui doit approvisionner le complexe de liquéfaction en gaz non conventionnel provenant de l'Ouest¹. L'initiateur des deux projets est une même société en commandite, les deux projets sont intimement liés, l'un ne sera pas réalisé sans l'autre, comme l'a confirmé Mme Fortin dans la première partie de l'audience, et leurs effets environnementaux à grande échelle devraient donc être examinés ensemble².

Ces effets environnementaux à grande échelle sont évidemment les émissions de gaz à effet de serre

Les émissions de GES qui seraient occasionnées par ces projets, tant en amont qu'en aval (et qui ont été chiffrées à 50 mégatonnes par an³) doivent impérativement être prises en compte.

Énergie Saguenay annonce que l'usine sera carboneutre en 2030. Cela peut être vrai pour les opérations de l'usine, mais ce serait ignorer les effets de l'extraction, du transport et de la consommation du gaz.

Il est intellectuellement et éthiquement malhonnête de ne considérer que les émissions liées à la construction et au fonctionnement de l'usine de liquéfaction. Le Québec ne peut pas prétendre améliorer son bilan carbone en jouant avec les chiffres.

Cela nous ramène au problème fondamental : l'exploitation des hydrocarbures fossiles

À l'heure où la crise climatique est de plus en plus présente, un tel projet (usine de liquéfaction + gazoduc) ne ferait que favoriser la hausse de la production et de la consommation de gaz naturel, alors que des mesures urgentes doivent être prises pour réduire les émissions de GES causées notamment par l'exploitation des hydrocarbures fossiles. Le gaz dit naturel, constitué principalement de méthane, ne constitue pas une énergie de transition⁴.

L'Europe n'a aucun besoin de ce gaz alors que l'offre de gaz conventionnel est déjà excédentaire⁵. Sur le plan économique, le projet d'exportation de GNL n'est pas viable.

Le projet GNL/GAZODUQ ne vise en fait qu'à désenclaver les régions de l'Ouest canadien qui souhaitent écouler leur production de gaz. Contribuer à la hausse de cette production serait une aberration économique et écologique à un moment où le secteur des énergies renouvelables est en pleine croissance. L'Agence internationale de l'énergie vient d'ailleurs de souligner que l'énergie solaire est maintenant la forme d'énergie la moins coûteuse⁶.

Évidemment, la mise en œuvre de GNL/GAZODUQ aurait un effet local sur l'environnement

Sur le plan local, le projet serait extrêmement nuisible à l'environnement puisqu'il serait réalisé dans une zone fragile (habitat du béluga et d'autres mammifères marins) et qu'il occasionnerait le passage de 300 gros méthaniers par année dans le fjord du Saguenay et dans l'estuaire du Saint-Laurent, un écosystème fragile qui est un joyau du Québec.

On parle de création d'emplois

Le projet, même s'il promet la création de nombreux emplois sur place, serait très nuisible à l'économie régionale, fondée en bonne partie sur le tourisme en plus de l'aluminium et de la foresterie. Cette économie gagnerait à être diversifiée, mais pas grâce à des mégaprojets qui tournent souvent à l'échec et au gaspillage de fonds publics, comme la cimenterie de Port-Daniel. Le promoteur assure ne pas chercher à obtenir de subventions publiques, mais alors à quoi servent les lobbyistes qui sont inscrits auprès des gouvernements?

Si aide gouvernementale il y a, elle doit aller à des investissements ciblés, à petite échelle, dans tous les secteurs de l'économie susceptibles de contribuer à la transition énergétique et économique. Les idées ne manquent pas!⁷

Impossible de faire abstraction de la pandémie

La pandémie de la COVID-19, qui bouleverse présentement notre vie économique et sociale, doit être vue comme un avertissement, un avant-goût des perturbations météorologiques et écosystémiques qui menacent l'ensemble de l'humanité. Mais, loin d'être catastrophiste, je veux souligner que la pandémie est aussi l'occasion de mesurer les points forts et les points faibles de notre société.

Les gouvernements s'appuient sur l'apport des scientifiques pour gérer cette crise. La reconnaissance de l'importance de la science doit aussi s'appliquer à la crise climatique sous tous ses aspects. Tout d'abord, il faut laisser sous terre une bonne proportion des hydrocarbures fossiles (nos descendants en feront meilleur usage que nous), et il faut définir les problèmes et proposer des solutions (ce que font nombre d'associations, d'ordres professionnels, de syndicats, qui offrent leur aide aux gouvernements).

Pendant la pandémie, le développement des initiatives locales, la solidarité, l'inventivité, la résilience dont font preuve les Québécois soulignent l'importance de la volonté d'autonomie dans tous les domaines. Pour soutenir cette volonté d'autonomie dans toutes les régions du Québec, les gouvernements doivent appuyer une forme de développement qui ne se fonde pas sur de grands projets proposés par des entreprises multinationales, mais au contraire sur ceux qu'élaborent les acteurs locaux, à petite échelle, dans tous les secteurs.

Conclusion

Pour toutes ces raisons, je considère que GNL/GAZODUQ est un projet périmé, toxique, relevant de la pensée économique du XX^e siècle, et doit être abandonné pour laisser place à des initiatives économiques, énergétiques et sociales tournées vers l'avenir.

En cette période d'urgence climatique, nous perdons notre temps, vous et moi, ici, à débattre d'un projet qui ne devrait pas exister. J'ai aussi un message pour les représentants du promoteur, Mme Fortin, M. Le Verger, M. Tremblay et leurs collègues : j'ai été impressionnée par leur savoir et leurs compétences, mais ils devraient plutôt les mettre au service de la transition économique, écologique et sociale. Au lieu de faire partie du problème, ils pourraient faire partie de la solution.

Le temps presse, et je vais rappeler les mots de Gilles Vigneault :

« Il n'y a plus de temps à perdre / Il n'y a que du temps perdu. »

¹<https://energiesaguenay.com/fr/le-projet/description-du-projet/>

²<https://www.lapresse.ca/environnement/economie/201902/27/01-5216389-projet-gazoduc-tous-les-ges-devront-etre-evalues.php>

³<https://www.greenpeace.org/canada/fr/communiqué-de-presse/24849/le-projet-gnl-quebec-en-bref/>

⁴<https://www.lesoleil.com/opinions/point-de-vue/les-nouvelles-energies-fossiles-ne-sont-pas-une-passerelle-pour-la-transition-energetique-fba4e395783e6c7f5a07ad161e81a89a>

⁵https://globalenergymonitor.org/wp-content/uploads/2020/10/Gas_at_a_Crossroads_EU.pdf

⁶<https://www.tomsguide.fr/lenergie-solaire-est-devenue-lenergie-la-moins-chere-a-produire-de-lhistoire/>

⁷<https://ecosociete.org/livres/la-transition-c-est-maintenant>